

édito

Il faut arrêter de casser les maisons des Roms.

Il ne faut pas détruire la maison d'un être humain. Il ne faut pas expulser un être humain de sa maison. Et si, pour vous cette maison ne ressemble pas à une maison, pour la famille qui y trouve abri, refuge, chaleur, c'est une maison.

La loi le dit, si vous voulez détruire la maison d'un Rom, ou de tout Homme, ça ne peut être que pour lui en proposer une autre (plus confortable et plus sûre, de préférence).

La loi le dit.

Les institutions censées incarner notre République ont décidé de faire un tri parmi les familles pauvres du bidonville Truillot : à une minorité d'entre eux, elle offrira des solutions, à d'autres des espoirs de solutions.

Mais, au mépris de la loi, à la majorité, elle offrira la destruction de leur maison. À la majorité, elle offrira d'aller vivre un peu plus loin, dans la rue ou sous les ponts.

Même à Ivry-sur-Seine où, par les luttes, des avancées notables ont été acquises et où un réel soutien des institutions territoriales a pu être constaté, les Roms sont à nouveau la cible de cette République qui serait pourtant censée... les protéger.

Si on en croit la loi.

Mais pour plus de 50 familles du bidonville Truillot, un drame s'annonce. Une expulsion, la destruction de leurs maisons, la perte probable de nombreux effets personnels, la détresse des adultes, la déscolarisation et le traumatisme des enfants.

Au mépris du droit.

Même à Ivry, laisserons-nous encore une fois notre République détruire les maisons des plus pauvres sans leur proposer d'alternative ?

DOSTA!*

on vit une époque formidable, mais pas pour tout le monde

*ASSEZ !

journal mural d'information sur les discriminations

édité par le collectif de soutien aux roumains d'Ivry

numéro 5 octobre 2014

actualités

À Ivry, plus de 50 familles pauvres menacées d'expulsion imminente.

Le démantèlement du « bidonville Truillot » est imminent. La lutte a permis de faire valoir des droits pour une partie des habitants, qui constituent moins de la moitié des familles résidant sur le bidonville.

Une autre partie des habitants, plus d'une cinquantaine de familles, va être jetée à la rue.

Les évacuations se font dans l'indifférence générale, comme si les habitants des bidonvilles avaient « vocation » à être privés de leur domicile, du peu qu'ils avaient pu construire, de leurs droits fondamentaux.

Il s'agit d'une inégalité de traitement, une inégalité dans les droits qui ne repose que sur des critères approximatifs qui conduisent à exclure les plus pauvres parmi les pauvres.

Notre république est fondée sur le principe de l'égalité pour tous. Dans ce cas, nous allons être face à une situation d'arbitraire total. Il est bien évident que sans perspective, c'est toute la cohésion sociale de la cité qui va être fragilisée.

Depuis quatre ans ces habitants sont devenus des Ivryens. Trouver des solutions dignes et pérennes est non seulement

une mesure d'humanité, mais une mesure de bon sens social.

Les expulsions sans solution ne font que repousser un peu plus loin le problème.

Nous avons multiplié les demandes auprès du préfet pour que la démarche de résorption soit menée jusqu'à son terme, avec des solutions pour tous, sans être entendus. Pourquoi les Roms ne peuvent bénéficier de la trêve hivernale ? Que vont devenir les enfants scolarisés ? Que vont devenir ces plus de cinquante familles Ivryennes infortunées et discriminées ?

Cette politique d'expulsion entamée sous Sarkozy et poursuivie avec zèle sous Valls / Hollande a démontré sa brutalité, son inhumanité et son inefficacité, la population Rom établie en France est stable, entre 15 et 17 000 personnes.

Toutes les institutions républicaines devraient assumer jusqu'au bout leur rôle qui est d'agir dans le droit et pour l'égalité.

Maltraiter les Roms, c'est les désigner au public comme des boucs émissaires.

C'est jouer avec le feu.

actualités

Pourtant la lutte paye : pour certains, des solutions ont été trouvées.

Un diagnostic social, financé par l'Etat, le Conseil Général et la municipalité, a permis à l'opérateur social, ALJ 93, d'identifier 79 familles sur le bidonville Truillot :

- 6 familles vont se voir proposer des solutions de logement par ADOMA.
- 50 familles au total seront mises à l'abri, hors du bidonville.
- 32 vont être logées dans des habitations transitoires,
- 12 familles, dites « vulnérables », vont être suivies par les Services sociaux du Département,

normes de sécurité pour ce qui est mis à disposition par la ville, et des pavillons en bois, qui étaient à Orly, et seront implantés par l'Etat à Ivry.

Les travaux de réhabilitation de ces logements anciens sont financés par la Région Ile-de-France et des fonds européens, l'argent nécessaire est avancé par le Conseil général.

L'installation des maisons en bois sera financée par l'Etat.

ALJ 93 va accompagner les 32 familles logées sur Ivry, pendant plusieurs années. Ces familles signent un contrat avec l'opérateur au moment de leur entrée dans les lieux, elles doivent appliquer un règlement, elles participent tous les mois aux dépenses courantes de leur logement (eau, électricité).

Le travail d'accompagnement de l'opérateur social, ALJ 93, est financé par l'Etat, le Conseil général et la municipalité.

Le travail d'accompagnement de l'opérateur social, ALJ 93, est financé par l'Etat, le Conseil général et la municipalité.

Le travail d'accompagnement de l'opérateur social, ALJ 93, est financé par l'Etat, le Conseil général et la municipalité.

Le travail d'accompagnement de l'opérateur social, ALJ 93, est financé par l'Etat, le Conseil général et la municipalité.

Le travail d'accompagnement de l'opérateur social, ALJ 93, est financé par l'Etat, le Conseil général et la municipalité.

portrait

Mihaela, 44 ans, mère courage

« J'ai tout fait en Roumanie : nettoyage des rues comme mon père, le ménage, le ramassage des pommes de terre, des carottes, la récolte des fruits, la peinture chez l'habitant, ... »

10 euros par jour, ... difficile de s'en sortir avec une maison de la mairie louée à presque 200 euros par mois.

Mariée à 17 ans, Mihaela a toujours travaillé pour nourrir ses cinq enfants. Et puis le père est parti, la dernière avait 9 ans. Alors elle a pris le car, direction la France. Le 10 août 2007, elle est arrivée à Ivry, accrochée à l'espoir d'une vie meilleure pour elle et les siens. Depuis 7 ans, elle a vécu principalement dans notre ville, là où elle

peut se fabriquer un abri. Les uns après les autres, ses enfants se sont mariés, parfois jeunes. Confrontés à la grande misère, difficile de poursuivre les études. Un



autre enfant est né, Sindora, 4 ans aujourd'hui. En moyenne section à Joliot-Curie, elle est vive et aime parler en français, comme sa mère.

Mihaela a découvert en France son diabète et de lourds problèmes cardiaques. Elle rêve d'études pour sa fille mais s'inquiète, ... peur de ne pas pouvoir lui offrir ce bel avenir.

Mihaela, victime d'une agression raciste sur le marché d'Ivry a reçu les premiers soins par les pompiers puis été conduite à l'hôpital. Mais s'est vue refuser l'enregistrement de sa plainte au commissariat.

Ce n'est que le lendemain que - accompagnée d'une élue - elle a été prise en compte normalement par la police.

Expulsion des Roms de BOBIGNY

Suite à une décision en urgence du nouveau Maire, le terrain dit « des Coquetiers » a été évacué le 21 octobre.

Après une sélection basée sur leur degré d'intégration supposé, moins de la moitié des familles a été relogée, certaines loin en province, d'autres sont parties d'elles même. Une soixantaine de personnes, les plus démunies (femmes, vieillards, malades, enfants) sont restées sur le carreau.

Chassées sous la pluie sans ménagement par la police hors de la ville, elles ont trouvé refuge dans le hall de l'Hôpital St Louis. C'était sans compter sur la vigilance des forces de « l'ordre » : rien moins que 17 fourgonnettes, 2 camions et un engin blindé, pour jeter à nouveau à la rue les familles en quête de refuge.

Ils ont finalement échoué (pour combien de temps ?) dans un gymnase ouvert par la Ville de Paris.

Pourtant il aurait suffi de quelques mois pour organiser le relogement dans la dignité de TOUS les habitants de ce bidonville qui avait vu en février périr dans un incendie, Melisa, petite écolière rom de 8 ans.